

APARTHEID : LE CIO RESTE TRÈS VIGILANT



Les membres de la commission « Apartheid et Olympisme » se sont retrouvés à Koweït sous la présidence de S. E. le Juge Kéba Mbaye (au centre, à côté du Président du CIO). On reconnaît de gauche à droite : MM. Fekrou Kidane, Sam Ramsamy, conseillers spéciaux, Kevan Gosper, M^{re} François Carrard, directeur général du CIO, M^{me} Betty Guignard, secrétaire de la commission, M. He Zhenliang, M^{re} Marc Hodler, S.E. M. Jean-Claude Ganga, M. Lamine Ba. Le général Henry E. Adefope, qui est également membre de cette commission, était présent bien que non visible sur la photo. M. Ivan Slavkov était excusé.

Le Comité International Olympique a pris acte des récents événements survenus en Afrique du Sud mais reste très vigilant concernant l'apartheid, a déclaré le Président Juan Antonio Samaranch à l'issue de la réunion de la commission « Apartheid et Olympisme » qui s'est réunie à Koweït les 21 et 22 février 1990.

La commission était accueillie par cheikh Fahd Al-Sabah, président du Conseil Olympique d'Asie, membre du CIO au Koweït, cheikh Nasser Mohammed Al-Ahmad Al-Sabah, ministre koweïtien des Affaires sociales et du Travail et par M. Muttaleb Ahmad, secrétaire général de l'OCA.

Prévue de longue date, cette réunion prenait un relief particulier avec les récents événements en Afrique du Sud. Les implications des décisions prises par le président sud-africain M. Frederick de Klerk — en particulier la libération de M. Nelson Mandela et la légalisation du Congrès national africain — ont été examinées par la commission sous la présidence de S. E. le juge Kéba Mbaye, vice-président du CIO et membre au Sénégal. Celui-ci avait rappelé d'entrée de jeu qu'il n'appartenait pas à la commission de prendre une décision quelconque mais qu'elle était « chargée de rassembler des faits sur les problèmes qui concernent à la fois l'Olympisme et l'apartheid pour ensuite renseigner le CIO dans son ensemble dans le but de lui permettre de prendre les décisions appropriées ».

Le Président Samaranch assistait pour la première fois aux travaux de cette commission à l'issue de laquelle il a donné aux journalistes son point de vue sur la situation : *selon les informations en notre possession, l'apartheid existe toujours en Afrique du Sud* a-t-il dit. *Aussi nous devons nous montrer très prudents afin d'éviter toute erreur d'appréciation. Les signes enregistrés vont dans le bon sens et nous allons suivre l'attitude de Pretoria au cours des mois qui viennent.*

MM. Fekrou Kidane et Sam Ramsamy, présidents respectivement de la campagne internationale contre l'apartheid dans le sport (ICAAS) et du Comité non racial olympique sud-africain (SANROC basé à Londres), qui assistaient à cette réunion en qualité de conseillers, ont rendu compte de leur rencontre à Paris le mois dernier avec des représentants du sport sud-africain à qui ils ont réaffirmé que l'Afrique du Sud ne peut espérer réintégrer le Mouvement olympique tant qu'il n'existera pas dans ce pays de fédérations sportives multiraciales pour toutes les disciplines

olympiques. Ils leur ont rappelé les exigences du CIO et du mouvement sportif africain afin que puisse être réétudiée la question de la réadmission de l'Afrique du Sud au sein de la communauté sportive internationale.

A l'issue de la réunion, la commission a annoncé qu'elle fera deux recommandations à la commission exécutive du CIO en avril prochain. Tout d'abord celle de permettre à l'Afrique sportive d'être à l'écoute des organisations sportives sud-africaines par le biais de l'ACNOA qui pourra les rencontrer et rendra compte de ces entretiens au CIO. Et, deuxième proposition, de venir en aide aux athlètes sud-africains les plus démunis en leur apportant, là encore par l'entremise de l'ACNOA, une aide techni-

3^e RÉUNION DE LA COMMISSION « APARTHEID ET OLYMPISME »



que. Cette mesure a pour objet, a précisé le juge Mbaye, de permettre à ces athlètes, lorsque l'apartheid aura complètement disparu, d'intégrer plus facilement le giron sportif international. S. E. M. Jean-Claude Ganga, membre du CIO au Congo et nouveau président de l'ACNOA, tout en remerciant le CIO de sa confiance, a pour sa part précisé : *la solution doit venir de l'Afrique elle-même.* Le lendemain, la commission devait rencontrer pour un échange de vues sur l'évolution de la situation MM. Victor James Gbemo, du Ghana, et Ameer Araim, d'Iraq, membres de la commission des Nations Unies contre l'apartheid dans le sport.

Au cours de la conférence de presse qui a suivi la réunion, le Président du CIO et S. E. le juge Kéba Mbaye, à droite.